

COMMUNE DE  
**MARTILLAC**



**HAUTES TERRES DES GRAVES**

**Marché « Assurances »**

## **LOT N° 2**

### **Assurances des Responsabilités & Défense recours "Dommages causés à autrui & individuelle accident"**

**Marché en MAPA établi selon les articles L.2123  
et articles R.2123-1 à R2161-7 du code de la Commande Publique**

**COMMUNE DE MARTILLAC**

#### **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

<b>Prise d'effet :</b>	<b>01/01/2023</b>
<b>Durée maximale du marché :</b>	<b>48 mois</b>
<b>Résiliation :</b>	<b>annuellement</b>
<b>Préavis :</b>	<b>6 mois</b>

## **LOT N° 2**

### **Assurances des Responsabilités & Défense recours "Dommages causés à autrui & individuelle accident"**

#### **PLAN**

#### **TITRE I - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

##### **TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP)**

##### **TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

###### **I – 2 – 1 – PRESENTATION (TITRE III – ANNEXES)**

###### **I – 2 – 2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES**

#### **TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT**

#### **TITRE III – ANNEXES : ANTECEDENTS**

# TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

## I- 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES "CCAP"

**ASSURE : COMMUNE DE MARTILLAC**

**OBJET DU CONTRAT :** Le contrat a pour objet de garantir en premier lieu **la Commune de MARTILLAC** (y compris CCAS, CE, COS, Amicale ou autre...) contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, du droit administratif ou encore la responsabilité à titre contractuelle qu'elle peut encourir en raison des dommages ou préjudices corporels, matériels ou immatériels causés à autrui.

Egalement, le contrat a pour objet de garantir une indemnité contractuelle en individuelle accident.

### DISPOSITIONS GENERALES :

- 1- Le contrat prend effet le : 01/01/2023.
  - 2- Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023, sauf dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1<sup>er</sup> janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.
  - 3- Le contrat est exécuté en Euros "€".
  - 4- Tous les documents sont rédigés en français, quelle que soit leur nature.
  - 5- Le contrat est intangible dès la signature par les parties, la procédure ayant permis au Titulaire d'être réputé avoir pris connaissance en détail des risques à couvrir. Les documents du marché sont les suivants, dans l'ordre de prévalence décroissante. Les originaux figurant aux archives du Pouvoir Adjudicateur font seule foi :
    - Acte d'engagement et annexes,
    - CCP,
    - Antécédents.
  - 6- A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL), chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique) pour les litiges nés de l'exécution du marché.  
Une fois l'avis du comité rendu et notifié dans les 6 mois de sa saisine, sauf prolongation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet. Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible.
- Le Tribunal administratif de BORDEAUX 9 rue TASTET 33000 BORDEAUX** est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.
- 7- A chaque échéance, le Titulaire du contrat (et son représentant) produit (sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur) les certificats fiscaux et sociaux pour l'exercice qui s'ouvre. De plus, si le titulaire utilise l'intermédiation il est demandé à chaque échéance :
    - pour les Agents généraux d'assurance :  
Copie du mandat, certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.
    - pour les Courtiers dûment mandatés :  
Une copie du mandat pour agir, au nom et pour le compte de la compagnie qu'il présente. A ce sujet, si au cours de la durée du marché le Pouvoir adjudicateur est informé par le porteur de risque titulaire d'un retrait d'habilitation

du courtier, et sauf s'il présente un nouvel habilité, la gestion sera alors effectuée en direct. En aucun cas le Pouvoir adjudicateur ne saurait être redevable d'une quelconque indemnité au profit du courtier évincé.

Une attestation d'assurance d'une garantie financière et responsabilité civile professionnelle en cours de validité conformément aux articles L.530-1 & L.530-2 du Code des Assurances, les certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.

8- Quelle que soit sa date d'apparition, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification touchant les informations qu'il a données au moment de sa candidature. Il en est de même pour les agréments professionnels à leur renouvellement.

9- Le Titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations auxquelles il aurait accès.

10- Le titulaire élit domicile à l'adresse de son siège social.

11- Le courriel non confirmé est un mode de transmission accepté au présent contrat pour les informations relatives à la gestion ordinaire.

12- Le présent marché est financé sur les ressources propres de la Collectivité.

13- Au titre du présent marché, le délai de paiement s'entend comme commençant à la date d'arrivée de l'appel de fonds chez la personne désignée ci-après : **Commune de MARTILLAC** (sous réserves que celui-ci soit postérieur à la date d'échéance). Le paiement est considéré comme effectué le jour justifié par le trésorier percepteur. Pour le présent marché, le délai de paiement est de 30 jours. Le titulaire est informé de la date et du montant de la somme en cours de paiement. En retour, le titulaire du marché informe l'assuré à la date à laquelle son compte a été crédité. Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies aux articles L.2192-12, L.2192-13 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique. Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points plus pénalités forfaitaires de 40 €.

14- L'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.**

15- L'assureur pourra résilier le contrat après sinistre en respectant le mode de résiliation prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.

16- L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, tant sur l'état que sur les modifications que l'assuré peut apporter à l'objet du contrat ou à leur affectation. En conséquence l'assureur renonce à résilier le contrat pour aggravation de risque. **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.**

17- Compte tenu des déclarations faites par la **Commune de MARTILLAC** en conformité à la circulaire du 24 décembre 2007- JO du 10 avril 2008, relative à la passation des marchés publics de services d'assurances Chapitre VI- "Titre B – Etat déclaratif de risque", l'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, il déroge à l'application de toutes sanctions et/ou règles proportionnelles et notamment celles définies aux articles L.113-8, L.113-9, L.121-5, L.172-2 et L.172-10 du Code des Assurances.

18- Le taux servant au calcul de la prime ou cotisation est fixe pendant toute la durée du marché. Il ne peut évoluer qu'en fonction de l'évolution de l'indice objet de l'article 21 ci-dessous. La prime ou cotisation ne peut donc évoluer

qu'en fonction de l'évolution de la masse salariale brute hors charges patronales d'une part et de l'évolution de l'indice objet de l'article 20 ci-dessous.

**19-** La prime ou cotisation devra être exprimée en % TTC/an de la masse salariale brute hors charges patronales. Pour des besoins administratifs la collectivité pourra demander au candidat attributaire des quittancements séparés.

**20-** À chaque échéance, la prime ou cotisation fixe ne peut évoluer qu'en fonction de l'évolution de la masse salariale.

**21-** La prime ou cotisation des échéances à venir sera calculée sur la base de la masse salariale brute hors charges patronales de l'année précédente (N-1). Une quittance provisionnelle calculée sur cette base est appelée par l'assureur en début d'année d'assurance. A la clôture de l'exercice la régularisation de l'année en cours s'effectue sur la base de la masse salariale brute hors charges patronales de l'année (N). Cette régularisation (complément ou remboursement) est effectuée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année à venir (N+1). L'assureur retient pour calculer le prix à payer, le prix à l'origine du marché qui devra être indiqué à l'acte d'engagement revalorisé de l'indice.

**En cas de non-respect du présent article par l'Attributaire, le Pouvoir Adjudicateur effectuera le mandatement sur la base provisoire des sommes prises en compte par lui.**

**NB) lorsque les sommes payées par le Pouvoir Adjudicateur sont différentes de celles qui seraient finalement dues à l'Attributaire, ce dernier pourra prétendre à des intérêts moratoires au taux légal, calculés sur la différence. De ce fait l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat pour défaut de paiement.**

Compte tenu de la durée du marché et de la faculté de résiliation prévue en 2, l'assureur accepte de ne jamais qualifier la réassurance comme "sujétion technique imprévue" objet de l'article L.2194-1 et des articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la Commande Publique.

**22-** Conformément à l'article L.113-2 - 4° du Code des Assurances, le délai de déclaration de sinistre est fixé d'un commun accord à 90 jours. Dans tous les cas l'assureur renonce à retenir la déchéance pour déclaration tardive.

**23-** Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à instruire les dossiers le plus rapidement possible et à prendre toutes les initiatives afin de ne pas entacher l'image de la collectivité. Pour ce qui concerne les indemnités contractuelles, l'assureur s'engage à régler lesdites indemnités dues après sinistre dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date où il en a eu connaissance et/ou il a fait l'objet de la réclamation par le bénéficiaire ou ses ayants droits.

**24-** En cas de non-respect par l'assureur du délai de paiement décrit en 26 ci-dessus, des pénalités de retard seront dues à l'assuré à compter du 31<sup>ème</sup> jour. Le calcul des pénalités de retard est identique à celui des intérêts moratoires prévu à l'article 13 ci-dessus.

**25-** Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à indiquer à réception de la déclaration de sinistre les références du dossier. De même il informera la collectivité sur le montant réglé ou provisionné dans un délai raisonnable. L'assureur s'engage à fournir à la collectivité au plus tard dans les 90 jours après l'échéance principale les résultats des sinistres par catégorie de garantie. S'il met les éléments ci-dessus à disposition de la collectivité sous forme de support informatique, cela ne pourra être effectué que dans une configuration compatible avec l'outil informatique de la collectivité et en accord avec elle.

**26-** Contrairement à l'article L.112-6 du Code des Assurances, aucune compensation ne peut s'opérer entre prime et indemnisation.

**27-** Le présent contrat est exécuté en application des clauses des documents énumérés en 4, lesquelles prévalent sur les conditions générales et/ou spéciales que l'assureur attributaire aurait pu joindre à son acte d'engagement, chaque fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré, et en cas de silence de ces documents, par le Code des Assurances, par la réglementation des marchés publics, et par la législation en vigueur.

**28-** Le présent contrat est soumis à l'application de la Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 modifiée portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier.

**29-** Les données essentielles du marché seront publiées, conformément aux dispositions de l'article R2196-1 du code de la commande publique, et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Ainsi, les acheteurs devront publier sur leur profil d'acheteurs (sur le site [www.marchespublics-aquitaine.org](http://www.marchespublics-aquitaine.org), et <https://www.martillac.fr>

les données essentielles du marché qui seront en accès libre, direct et complet. Ces données comprennent notamment :

- le numéro d'identification unique attribué au marché public et les données relatives à son attribution (la date de notification du marché public, la nature et l'objet du marché, l'identification du titulaire et son numéro d'inscription au répertoire des entreprises etc.),
- ainsi que chaque modification réalisée. Si le marché public est modifié en cours d'exécution, l'acheteur devra également publier la durée modifiée du marché public, le montant HT modifié en euros du marché public ou encore le nom du nouveau titulaire en cas de changement.

**30-** Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné RGPD. Le titulaire s'engage également à sécuriser les données personnelles collectées et à ne pas les divulguer en dehors des acteurs de cette prestation.

Le titulaire certifie, respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire s'engage à :

- garantir un niveau de protection élevé des données personnelles qu'elle traite pour le compte de la Commune de Vouneuil Sur Vienne.
- respecter la réglementation applicable à l'ensemble des traitements de données personnelles qu'il met en œuvre. Plus particulièrement, le titulaire s'engage notamment à respecter les principes suivants :
- les données personnelles sont traitées de manière licite, loyale et transparente (licéité, loyauté, transparence) ;
- les données personnelles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (limitation des finalités);
- les données personnelles sont conservées de manière adéquate, pertinente et sont limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ;
- les données personnelles sont exactes, tenues à jour et toutes les mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude). »

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque inhérent à ses opérations de traitement, répondre aux exigences réglementaires et protéger les droits et les données des personnes concernées dès la conception des opérations de traitement.

Par ailleurs, le titulaire impose contractuellement le même niveau de protection des données personnelles à ses sous-traitants (prestataires, fournisseurs, etc.).

Le titulaire s'engage à alerter **la Commune de MARTILLAC** en fonction de données dès qu'elle en a connaissance et à accompagner **la Commune de MARTILLAC** afin de résoudre le problème d'une part et effectuer la notification à la CNIL dans un délai de 72h d'autre part.

Le titulaire s'engage à coopérer avec la Commune de Vouneuil Sur Vienne pour répondre aux personnes en cas de demande d'exercice de droits celles-ci, dans le délais imparti (1 mois).

Enfin, le titulaire s'engage à respecter tout autre principe s'imposant au regard de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et plus précisément concernant les droits conférés aux personnes intéressées, les durées de conservation des données personnelles ainsi que les obligations relatives aux transferts transfrontaliers de données personnelles.

**31-** En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables...

**32-** Pour sa facturation annuelle et sa facturation des éventuelles révisions, le titulaire fera apparaître clairement le mode de calcul de la nouvelle prime en indiquant les évolutions indiciaires ainsi que les variations de l'assiette de calcul du coût des garanties.

**33-** Dans le cadre de marchés publics L'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics doit être mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- une plateforme est mise à leur disposition : Chorus Pro. Le titulaire du marché devra donc prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions législatives concernant la dématérialisation de ses factures.

**Tout appel à cotisation parvenant par un autre mode sera rejeté.**

Le titulaire devra adresser sa facturation via CHORUS PRO à chacune des entités suivantes :

- **Commune de MARTILLAC** n° SIRET 213 302 748 00016

## I- 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES "CCTP"

### I-2-1- Présentation

VOIR CCTP DANS LES ANNEXES

<b>ASSUREUR TENANT LOT :</b>	<b>SMACL</b>
<b>INTERMEDIATION :</b>	
<b>GARANTIES SOUSCRITES :</b>	Détail LCI de. 15.000.000 €
OBJET de la renégociation :	<input checked="" type="checkbox"/> Fin de marché <input type="checkbox"/> À l'initiative de la Collectivité <input type="checkbox"/> À l'initiative de l'attributaire <input type="checkbox"/> Autres :

### I-2-2- Garanties, Montant, Franchises

#### I-2-2-1 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT

##### OBJET DU CONTRAT.

Le contrat a pour objet de garantir la **Commune de MARTILLAC** (compris CCAS, CE, COS, Amicale ou autre...), contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, du droit administratif ou encore la responsabilité à titre contractuelle qu'elle peut encourir en raison des dommages ou préjudices corporels, matériels ou immatériels causés à autrui (compris Maire, Adjoint, Elus et plus généralement toutes personnes au service direct ou indirect, participant à la vie de la collectivité, agents salariés ou non, bénévoles ou collaborateurs occasionnels, (compris CCAS, CE, COS, Amicale ou autre ...), par suite d'accident ou litige survenu à l'occasion de l'exercice de leur fonction. La définition "Fonction" devant être interprétée dans le sens le plus large.

Le contrat a également pour objet de garantir une indemnité contractuelle en cas de décès, d'IPT, IPP, ITT, ITP, FMP, au bénéfice du Maire, Adjoint, Vice-présidents, Elus et plus généralement toutes personnes au service direct ou indirect, participant à la vie de la collectivité, salariés ou non, bénévoles ou collaborateurs occasionnels, compris CCAS, CE, COS, Amicale ou autre. La garantie indemnité contractuelle est étendue aux enfants dans le cadre des dispositifs périscolaires et tout autre dispositif (école, crèches, garderies diverses, multi-accueil, camps...) par suite d'accident corporel.

**La Commune de MARTILLAC** déclare exercer toutes les activités liées directement ou indirectement à son statut y compris les activités de toutes natures liées à tous services annexes. **La garantie devra être automatiquement étendue à tous services et/ou activités qui viendraient à être créés, attribués ou transférés tant pendant la période de consultation qu'après notification.**

**La Commune de MARTILLAC** précise :

Que la garantie doive lui être acquise également contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, du droit administratif ou encore à titre contractuel qu'elle peut encourir en raison de tous dommages ou préjudices causés à autrui y compris la faute inexcusable et notamment :

- Du fait des personnes, à son service direct ou indirect,
- Du fait du CCAS, CE, COS, amicale ou autre lié au bénéfice des agents,
- Du fait des salariés ou non, y compris les personnels mis à disposition), bénévoles et/ou collaborateurs occasionnels pouvant engager directement ou indirectement sa responsabilité,



- Du fait des biens de toute nature, de tout matériel et tous engins à moteur (y compris en location) lorsqu'ils sont utilisés par elle en tant qu'outil,
  - Du fait des véhicules et/ou engins de tiers déplacés tant pour les dommages causés à autrui que pour les dommages subis par le véhicule ou engin déplacé,
  - Du fait des activités de toute nature, y compris en tant qu'organisateur de transport, de portage de repas, de manifestations...
  - Du fait du service des eaux et assainissement, de l'urbanisme, de la pollution accidentelle, de l'environnement,
  - Du fait des VAE, VTT/VTC, trottinettes électriques, des parkings couverts ou non,
  - Du fait de l'utilisation de matériel de navigation (équipé ou non de moteur d'une puissance inférieure à 9,9cv), dont les bateaux électriques ou barques,
  - Du fait d'inondations provenant des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et/ou usées, sans que l'assureur puisse se dégager en invoquant leur inadaptation ou un défaut d'entretien...,
  - Du fait des compétences transférées,
  - Du fait de conventions diverses, du fait de tous organismes de représentation du personnel,
  - Du fait des transferts de responsabilité, ou renonciation à recours,
  - À l'égard des Elus ou autres délégués conformément au Code Général des Collectivités Territoriales,
  - À l'égard des Agents, bénévoles ou collaborateurs occasionnels, (compris CCAS, CE, COS, Amicale ou autre),
  - À l'égard des enfants dans le cadre des dispositifs périscolaires
  - À l'égard des personnes visées par le Décret n°2002-538 du 12 avril 2002 relatif à l'obligation d'assurance responsabilité civile relative aux accueils de mineurs mentionnée à l'article L.227-5 du code de l'action sociale et des familles,
  - À l'égard des animaux, choses, en garde, prêt ou location et qui lui sont confiés ou déposés,
- Cette liste n'étant pas limitative...

Les assurés sont réputés tiers vis-à-vis du souscripteur et disposeront d'une défense civile et pénale propre.

## I-2-2-2 – NATURE DU CONTRAT

**La garantie devra s'exercer dans le sens le plus large du terme et tenir compte des caractéristiques suivantes qui devront être IMPERATIVEMENT reprises par le contrat :**

- **Aucune référence**
- **à la notion d'accident,**
- **base d'un contrat "TOUT SAUF".**

**Egalement :**

1. Conformément au CGCT , la garantie est étendue aux dommages matériels et corporels subis par le MAIRE, Vice-Présidents, Membres, Elus pour le CCAS; le Président, les Vice-présidents et les Elus pour la Collectivité et plus généralement toutes personnes au service direct ou indirect, salariés ou non, bénévoles ou collaborateurs occasionnels, participant à la vie de la Collectivité, par suite d'accident ou litige survenu à l'occasion de l'exercice de leur fonction. La définition « Fonction » devant être interprétée dans le sens le plus large.
2. La garantie est étendue aux objets confiés. Dès lors qu'il se trouve remis à la collectivité ou à toute personne au service direct ou indirect participant à la vie de la collectivité, la garantie est étendue aux dommages matériels et immatériels subis par tout bien confié (œuvres d'art, tableaux ou autres objets, matériel divers y compris loué et/mis à disposition, cette liste n'étant pas limitative), et ce sans recherche de responsabilité
3. La garantie devra être étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile en tant qu'organisatrice (voir co-organisatrice) de cérémonies et/ou manifestations en tous genres y compris celles liées aux jumelages, (cette liste n'étant pas limitative). **Sont exclus : les compétitions automobiles utilisant la voie publique objet d'une autorisation préfectorale et devant faire l'objet d'une souscription d'une assurance délivrée par le GTA et les manifestations aériennes.**

4. La garantie devra être étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile en tant que MAITRE D'OUVRAGE dans le cadre des activités réglementées par les articles 1792 et suivants, 2270 du Code Civil, L.242 et suivants du Code des Assurances. (y compris étude de travaux pour le compte de tiers)
5. La garantie est étendue aux recours de toute sorte que peuvent exercer contre elle ses préposés salariés, les organismes de protection sociale, l'Etat, les régimes de prévoyance sociale, d'autres collectivités, les stagiaires ou pré embauchés, les bénévoles qui apportent leur concours et ce dans le sens le plus large du terme recours.
6. Au titre de la garantie R.C de la Collectivité sont couvertes les conséquences pécuniaires du recours de la Sécurité sociale (y compris le paiement des cotisations complémentaires prévues à l'article L.452-2 du Code de la Sécurité sociale) et des préposés de l'assuré.
7. Au titre de la garantie R.C de la Collectivité sont couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile en raison des vols commis par les préposés dans l'exercice de leurs fonctions.
8. Au titre de la garantie R.C de la Collectivité sont couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile du fait de la distribution de médicaments sur prescriptions médicales.
9. Au titre de la garantie R.C de la Collectivité sont couvertes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile du fait de la navigation de plaisance.

Les extensions ci-dessus sont données à titre indicatif et ne sont pas limitatives.

**I-2-2-3 – EXCLUSIONS :** Compte tenu de la nature du contrat "TOUT SAUF" autres les exclusions prévues au I-2-2-2 3. – NATURE DU CONTRAT ci avant l'assureur devra préciser les exclusions qu'il entend appliquer.

#### **I-2-2-4 – MONTANT DES GARANTIES (PAR SINISTRE)**

##### **I-2-2-4-1 Chapitre RC**

- Dommages corporels et immatériels consécutifs : Suivant Limite Contractuelle d'Indemnité/sinistre

##### **Dont :**

- Dommages matériels	12.000.000 € /sinistre
- Dommages immatériels consécutifs.	5.000.000 € /sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs	2.000.000 € /sinistre
- Dommages exceptionnels intoxications alimentaires	2.000.000 € /sinistre
- Faute inexcusable	3.500.000 € / an, 2.000.000 € /sinistre
- Dommages pollution/environnement	2.000.000 € /sinistre
- Compétences transférées	2.000.000 € /sinistre
- Tout dommage matériel aux biens confiés (franchise 500 €)	200.000 € /sinistre
- Dommages matériels aux biens des préposés (franchise 500 €)	10.000 € /sinistre
- RC dépositaires	100.000 € /sinistre
- RC Après	3.500.000 € /sinistre
- Dont frais de retrait	250.000 € /sinistre
- Dont frais de dépose / repose	500.000 € /sinistre
- Activité de maîtrise d'œuvre	500.000 € /sinistre
- Régie, espèces	500.000 € /sinistre
- Défense - Recours	80.000 € /sinistre

##### **I-2-2-4-2/1 Chapitre Individuel Accident Elus et Bénévoles**

- Indemnités contractuelles (minimum par personne) :

➤ Décès	50.000 €
➤ IPT/IPP	75.000 € (x% à dire d'expert)

- ITT/ITP Perte réelle (sur justificatif) maxi 75.000 € / sinistre (\*)
  - FMP frais réels en complément des R.O avec maxi 10.000 €
  - Frais de recherches, secours, rapatriements, assistance (frais réels maxi 8.000 €)
  - Reconstitution de l'Image (Bénévoles uniquement) 5.000 €
  - Assistance psychologique (Bénévoles uniquement) 2.500 € (Après épuisement des RO et assurances complémentaires, et dans la limite des frais réels de traitement)
  - Protection (Bénévoles uniquement) 5.000 €
- (\*) Pour les personnes sans revenus personnels et/ou retraités l'indemnité correspond aux frais supplémentaires occasionnés par l'incapacité.

#### I-2-2-4-2/2 Chapitre Individuel Accident Enfants

- Indemnités contractuelles (minimum par enfant) :
  - Décès 12.000 €
  - IPT/IPP 75.000 € (x% à dire d'expert)
  - FMP frais réels en complément des R.O & Mutuelles avec maxi 10.000 €
  - Frais de recherches, secours, rapatriements, assistance (frais réels maxi 8.000 €)
  - Assistance psychologique 2.500 € (Après épuisement des RO et Assurances complémentaires, et dans la limite des frais réels de traitement).

### I-2-2- 5 – FRANCHISES

#### Franchises 1

- NEANT sauf RC dépositaire & Dommages aux biens confiés : 500 €
- Dommages immatériels non consécutifs 500 €

#### Franchises 2

- 300 €
- Dommages immatériels non consécutifs 500 €

#### Franchises 3

- 500 €
- Dommages immatériels non consécutifs 500 €

Dans le cas où l'acheteur public retiendrait une franchise, l'attributaire indemniser la victime du montant des sommes qui lui sont dues (franchise comprise) à charge pour le porteur de risque attributaire de demander le remboursement mensuel de ladite franchise au Pouvoir adjudicateur.

### I-2-2-6 – DUREE

La durée de la garantie est conforme à l'article L.124-5 du code des assurances reproduit ci-après : Art. L.124-5 (L. n 2003-706, 1<sup>er</sup> août 2003, art. 80, I). La garantie est, selon le choix des parties, déclenchée soit par le fait dommageable, soit par la réclamation. Toutefois, lorsqu'il couvre la responsabilité des personnes physiques en dehors de leur activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable. Un décret en Conseil d'Etat peut également imposer l'un de ces modes de déclenchement pour d'autres garanties.

Le contrat doit, selon les cas, reproduire le texte du troisième ou du quatrième alinéa du présent article.

*La garantie déclenchée par le fait dommageable couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.*

*La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.*

*Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été résiliée ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.*

*Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation ne peut être inférieur à cinq ans. Le plafond de la garantie déclenchée pendant le délai subséquent ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de la résiliation du contrat. Un délai plus long et un niveau plus élevé de garantie subséquente peuvent être fixés dans les conditions définies par décret.*

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement à la prise d'effet de la loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003 de sécurité financière est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application des quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 121-4.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux garanties d'assurance pour lesquelles la loi dispose d'autres conditions d'application de la garantie dans le temps.

#### **I-2-2-7 – RENSEIGNEMENTS DIVERS :**

La Collectivité se voit confier des œuvres d'art, tableaux ou autres ; de même elle est usagée à titre temporaire ou de courte durée de matériel loué et/ou prêté. Ce genre de situation doit être considéré par l'assureur comme « Dommages aux biens confiés » et assurée sans recherche de responsabilité.

#### **I-2-2-8 – DEFINITIONS DIVERSES :**

**Reconstitution de l'Image :** Il s'agit de garantir à l'assuré la prise en charge des dépenses de communication (médias ou autres) rendues nécessaires à la reconstitution de son image lorsque les tribunaux reconnaissent qu'il n'est pas responsable ou qu'il a été victime de dénonciation ou d'accusation calomnieuse.

**Assistance Psychologique :** Il s'agit de garantir à l'assuré la prise en charge des dépenses rendues nécessaires à la suite d'un traumatisme psychologique survenu dans le cadre de ses fonctions, suite à une agression corporelle, verbale, des menaces, mise en examen, placement en garde à vue (cette liste n'étant pas limitative). Par assistance psychologique il faut entendre soit le soutien téléphonique, soit la pratique de séances individuelles ou collectives auprès de psychologue.

**Protection :** Il s'agit de garantir à l'assuré tous les frais engagés lorsqu'il fait l'objet de menaces, d'injures ou de diffamations commises par un tiers et qu'une protection rapprochée soit rendue nécessaire. **Par protection rapprochée il faut entendre tous les frais et initiatives rendus indispensables à son "Bien être".**

#### **I-2-2-9 – GESTION**

Conformément aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, toute action dérivant de ce marché est prescrite par deux ans à compter de l'événement qui lui donne naissance. A noter que ce délai ne court en cas de sinistre que du jour où (s'ils l'ont ignoré jusque-là), l'assuré ou l'assureur en ont eu connaissance. La prescription est interrompue par une des causes

ordinaires d'interruption, une action en justice, désignation d'un expert après sinistre, envoi d'une lettre recommandée par l'assuré à l'assureur valant mise en demeure de paiement de l'indemnité.

Si l'assureur entend user de la prescription biennale prévue aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, il devra informer le bénéficiaire de la garantie dans des délais suffisamment corrects afin que ce dernier puisse prendre les mesures adéquates.

### **I-2-2-10 – CHOIX DE L'AVOCAT ET DE L'EXPERT**

Dès lors que la garantie sera mise en cause, les bénéficiaires de la garantie auront libre choix de l'avocat ou de la personne qualifiée pour défendre leurs intérêts. Le remboursement à hauteur des montants de garantie ci-avant s'effectuera TVA comprise et en conformité de la Loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance protection juridique.

L'assureur accepte la possibilité de saisine d'un expert ou d'un avocat par la Collectivité dans la liste fournie par l'assureur.

### **I-2-2-11- PRESTATION SUPPLEMENTAIRE ENVENTUELLE 1 : RESPONSABILITE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT – SITE SOUMIS A AUTORISATION ET ACTIVITES**

Moyennant prime ou cotisation correspondante, la garantie est acquise pour les activités générales exercées sur les sites de **la Commune de MARTILLAC** pour ses décharges etc., ainsi que du fait de son activité quel que soit le lieu la garantie doit également lui être acquise contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile liée à une atteinte à l'environnement

Sont garantis également l'épandage des boues, les risques d'incendie ou d'explosion. Sont couverts automatiquement sans déclaration préalable les pouvoirs de police tels que prévus à l'article L5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montant des garanties : LCI par sinistre 3.500.000 €

#### **Chapitre Responsabilité Civile**

- Dommages pollution/environnement.	2.000.000 € /sinistre
-------------------------------------	-----------------------

#### **Chapitre pertes pécuniaires**

- Garantie responsabilité environnementale	1.000.000 € /sinistre
- Garantie frais de dépollution des sols et des eaux	1.000.000 € /sinistre
- Garantie frais de dépollution des biens immobiliers et des biens mobiliers	1.000.000 € /sinistre
- Garantie épandage des boues	1.000.000 € /sinistre

Franchise : 5.000 €

## **TITRE II A - ACTE D'ENGAGEMENT**

### **Commune de MARTILLAC LOT N° 2**

### **Assurances des Responsabilités & Défense recours "Dommages causés à autrui & individuelle accident"**

**ASSURE :**

**La COMMUNE DE MARTILLAC 33650**

Représentée par son Maire en Exercice

**ADRESSE :**

**14 AVENUE CHARLES DE GAULLE 33650 MARTILLAC**

**PERSONNALITE COMPETENTE :**

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

**PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS**

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

**ORDONNATEUR :**

M. Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

**COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :**

Centre des Finances Publiques de CASTRES sur GIRONDE 33640

## ARTICLE 1 – CONTRACTANT :

Je soussigné,

Nom, Prénom :.....(\*)

(Ci-dessus : référence de la personne habilitée par le porteur de risques.

Si intermédiation N° ORIAS :.....(\*) joindre justificatif)

Adresse professionnelle :.....

Téléphone :.....Télécopie :.....E.Mail :.....

Agissant au nom et pour le compte

de :.....

L'Entreprise d'assurance.

(Circulaire du 24 décembre 2007 - Rôle des Intermédiaires).

Forme juridique :.....Capital :.....

Siège social :.....

.....

Téléphone :.....Télécopie :.....E.Mail :.....

Immatriculation INSEE :..... SIRET.....« APE ».....

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés.....

Agréments en cours de validité délivrés le.....

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières de l'assurance « Dommages causés à autrui & Individuelle accident » et des documents qui y sont mentionnés.

Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigées par le Code de la Commande Publique, m'engage, sans réserve et conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres sans actualisation quel que soit la sinistralité entre la date de lancement de la présente procédure objet de la consultation, de l'offre, et la date d'effet du marché.

## ARTICLE 2 – OBSERVATIONS / PROPOSITIONS DIFFERENTES :

Elles ne peuvent faire l'objet que sous la forme d'une annexe du présent acte d'engagement avec une énumération précise et exhaustive prenant référence aux besoins à satisfaire de la collectivité objet du dossier de consultation. Elles doivent être rédigées avec précision, numérotées et établies sur papier à en-tête joint au présent acte d'engagement.

Nombre d'observations et /ou propositions différentes :.....

## ARTICLE 3 – ENGAGEMENT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci avant l'intégralité du contrat.  
Le signataire de la présente proposition engage la responsabilité de l'assureur qu'il représente sur cet engagement.

#### ARTICLE 4 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit compte ouvert :

- Titulaire du compte :  
(Ci-dessus : référence de la personne habilitée à percevoir le paiement)
- domiciliation :
- IBAN :
- BIC :

#### ARTICLE 5 – TARIFICATION

**Masse salariale de référence : 419 802 €**

La prime annuelle Tous Frais Compris est réputée comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que les frais d'émission de la police.

#### **PRIME ANNUELLE hors frais et tous frais compris** **Tous Frais Compris Formule (à compter du 01/01/2023)**

Franchises 1 (0 €)	% TFC de la masse salariale brute <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Soit .....€ TFC
Franchises 2 (300€)	% TFC de la masse salariale brute <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Soit .....€ TFC
Franchises 3 (500 €)	% TFC de la masse salariale brute <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Soit .....€ TFC

#### **PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

PSE I-2-2-11 – Option RC Atteinte à l'environnement : € ☐ Oui ☐ Non

**Formule retenue par la Collectivité :** € TFC (\*)  
(\*) Sera complété par la Collectivité et doit correspondre au total des oui ci-dessus.



## ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS

Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023. Conformément à la circulaire du 24 décembre 2007 (JO du 10/04/2008), le contrat est d'une durée d'une année, il est reconductible 3 fois, sauf **dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1<sup>er</sup> janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**

## ARTICLE 7 - MODALITES DE GESTION ET SUIVI DES SINISTRES

Ratio de solvabilité du porteur de risque de l'offre (sans mesure transitoire ni dérogatoire) :

### Moyens de gestion :

Présence sur le territoire national d'un service de gestion des sinistres du porteur de risque

☐ Oui ☐ Non

Présence sous 2j ouvrés d'un représentant du porteur du risque à la demande de l'acheteur public

☐ Oui ☐ Non

Délais de réponse :

### Gestion contrat :

Gestion dématérialisée du contrat :

☐ Oui ☐ Non

Accessibilité de l'outil informatique :

Contenu/possibilité de l'outil informatique pour la gestion du contrat

### Gestion des sinistres :

Désignation d'un binôme de gestionnaires sinistres dédié :

☐ Oui ☐ Non

Gestion dématérialisée des déclarations de sinistre :

☐ Oui ☐ Non

Gestion et suivi dématérialisé des sinistres (transmission de pièces et informations) :

☐ Oui ☐ Non

Délai d'expertises : jours

Transmission automatique des rapports d'expertise :

☐ Oui ☐ Non

Information par mail de règlement des dossiers sinistres :

☐ Oui ☐ Non

Délais de paiement : jours

Un accord du porteur du risque est-il préalablement nécessaire :

☐ Oui ☐ Non

Si oui, à partir de quel montant de sinistre ? Accord sous combien de jours ?

Information par mail de clôture des dossiers sinistres :

☐ Oui ☐ Non

Page 17 sur 30

Gestion des recours pour le compte de la Collectivité y compris pour les sinistres inférieurs à la franchise

☐ Oui ☐ Non

Préfinancement des franchises avec refacturation trimestrielle au pouvoir adjudicateur :

☐ Oui ☐ Non

Statistiques sinistres :

Sinistralité détaillée annuellement

☐ Oui ☐ Non

Information sur le montant des recours (réel et provisionné) :

☐ Oui ☐ Non

Information sur le montant des provisions :

☐ Oui ☐ Non

Services associés :

Réunion annuelle de présentation des résultats / travail sur les dossiers :

☐ Oui ☐ Non

Actions de prévention intégrées à l'offre :

☐ Oui ☐ Non

Si oui, lesquelles ?

**Le Courtier, l'Agent, la Compagnie d'Assurances sont inscrits à l'ORIAS et agréés par l'ACPR  
Pour les risques énoncés dans les DCE de la RC**

☐ oui – ☐ non

**FAIT EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL**

**A**

**LE**

## REPONSE DE L'ADMINISTRATION

La présente offre est acceptée en ce qui concerne le lot I.A.R.D  
« Responsabilité Civile Défense et Recours 66516000-0 »

Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées à l'article 2 du présent Acte d'Engagement.

Ma signature fait du présent acte d'engagement la pièce principale du marché.

A

Le

Le représentant légal de la personne publique  
**Le Maire de la Commune de MARTILLAC**

---

Le marché a été reçu par la Préfecture le :


## NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie conforme du marché au titulaire. Cette remise est opérée par lettre recommandée électronique avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation [www.marchespublics-aquitaine.org](http://www.marchespublics-aquitaine.org), et <https://www.martillac.fr>

# TITRE III – ANNEXES :

## ANTECEDENTS

### VILLASSUR RC + DAB

 <b>Groupama</b>	<b>SINISTRALITE</b>	Exercice : 3 dern EX + EX en cours								
<b>DEPARTEMENT Entreprises et Collectivités</b> <b>2, Av de Limoges CS 60001</b> <b>79044 NIORT CEDEX</b>	<b>Sociétaire : 00657906F</b> COMMUNE DE MARTILLAC 14 AVENUE CHARLES DE GAULLE 33650 MARTILLAC	Le 08/06/2022  Code CSP : 021 Date Entrée : 01/06/2002 Date Modif : 26/04/2022								
<b>PRODUITS JURIDIQUES</b> [x] ASSURANCE DES COLLECTIVITES										
<b>LISTE DES SINISTRES</b>										
REF	D.SURV	NAT	PRODUIT	RESP	COUT	D.CLOT	IMMAT	CONTRAT	CONDUCTEUR	GARANTIE
Année 2021										
2021/574854	02/12/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		300,00 €	02/06/2022		155		P.J. / POURSUITE PENALE
2021/559216	01/10/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		388,00 €			154		PROF/INC/BATIMENT
2021/529844	18/06/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		3 300,00 €			154		PROF/DEGAT EAUX/BATIMEN
2021/511561	22/02/2021	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		0,00 €	23/07/2021		154		PROF/INC/RC PROP BATIME
Total - 2021		Nombre 4		Montant 3 988,00 €						
Année 2019										
2019/505172	21/12/2019	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		23 307,60 €	17/11/2020		154		PROF/EVT NAT/BATIMENT
2019/502940	28/11/2019	M	ASSURANCE DES COLLECTIV		340,00 €	11/02/2020		154		PROF/INC/MOBILIER-MATER
Total - 2019		Nombre 2		Montant 23 647,60 €						
<b>Nombre Total 6</b>		<b>Montant Total 27 635,60 €</b>								

## III- 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « CCTP »

### II-2-1- Présentation

Entité juridique : Collectivité locale / commune

Identification SIRET : **21330274800016**

**MAIRIE** : **MARTILLAC**  
**Adresse – Code Postal** : **14 avenue Charles de Gaulle**  
**33650 MARTILLAC**  
**INTERLOCUTEUR** : **CEDRIC TAUZIN - DGS**  
**Téléphone** : **0556727120. Télécopie** : /

Email : **secretariat@mairie-martillac.fr**

- Population : 3319 habitants (Recensement 3279 –population municipale)

Nombre de personnes qui administrent la collectivité/Institution Publique :

1 Maire, 5 Adjoints, 3 Conseillers municipaux délégués, 14 conseillers municipaux

Distance en km du (domicile à la mairie) de l'Elu le plus éloigné 6 kms

- C.C.A.S (composition : 15 membres)

- C.C.A.S Budget : 45200€ (fonctionnement) + 9700€ (investissement)

- CCAS (gestion communale hors EPHAD)

☐ oui ☒ non

Service situé en mairie oui : Agents détachés (compris dans masse salariale : .... Salarié, valeur en temps ...).

- Caisse des écoles

☐ oui ☒ non

- Conseil de sages :

☐ oui ☒ non

- Conseil de jeunes :

☒ oui ☐ non

- Conseil de quartier :

☐ oui ☒ non

- Comité d'entreprise/Amicale/COS

☐ oui ☒ non

- Commission Appel d'Offre et/ou des marchés

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre : 6/an ; Nombre d'Elus participant : 6

- Conseil municipal

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre 5 / an ; Nombre d'Elus participant : 23

- Commission sports, ou autres

☐ oui ☒ non

Si Oui : Nombre ..... commissions, .....réunions/an ; Nombre d'Elus participant : .....

Compte administratif (Année : 2021) :

Dont section fonctionnement : R 3 134 093.01 € ; D : 2 150 704.97 €

Dont section investissement : R 1 054 164. 10 € ; D : 1 305 278.57 €

Compte administratif budgets annexes consolidé 2021 :

Dont section fonctionnement : R 15 858.62 € ; D : 18 534.98 €

Dont section investissement : R 0 € ; D : 140.40 €

- Montant du budget général primitif (Année : 2022) :

Dont section fonctionnement : 4 689 921.44 €

Dont section investissement : 4 651 914.86 €

- Montant des budgets annexes primitifs 2022 :

Dont section fonctionnement : 45 206.40 €

Dont section investissement : 9 678.15 €

- Agents : 21 (1) dont 17 Titulaires, dont 4 Régisseurs (\*)

(1) Compris CCAS - (\*) Activités concernées : photocopies, animations culturelles, médiathèque, bibliothèque.

- Nombre d'Agents participant à des formations 5 (En 2021 moyenne annuelle)

- **Masse salariale Brute 2021** (hors charges patronales compris CCAS ☐ oui ☒ non) : **419 802 €**
- Dont Agents affiliés CNRACL : (compte 641 1) : 505 054 €..... €
- Dont Agents affiliés IRCANTEC & contrats aidés : (compte 641 3) : 491 795 € ..... €
- Dont autres (auxiliaires de remplacement principalement) .....€
- Temps complet pension civile état .....€
- **Charges patronales 2021 :**
- Dont Agents CNRACL : 167920€
- Rapport Charges patronales/Masse salariale brut : 40%
- Dont Agents IRCANTEC : .....€
- Rapport Charges patronales/Masse salariale brut : .....%
- **La Collectivité appartient à un E P C I :** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : Communauté de Communes de Montesquieu
- **La Collectivité lui a délégué des compétences** ☒ oui ☐ non
- En matière : D'autorisation d'occupation des sols ? ☒ Oui ☐ non
- D'élaboration de documents d'urbanisme ? ☐ Oui ☒ non
- De création, aménagement, entretien de la voirie ? ☐ Oui ☒ non
- **Villes ou communes classées :** (Station Verte/balnéaire/autres) ☐ oui ☒ non
- **Participation à SEM/SAEM :** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Villes ou communes jumelées :** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : Ville de Bibona depuis 2004
- **bâtiments couverts** (annexe jointe) +/- 9122 m<sup>2</sup>
- **Réseau télécommunication** (fibre optique propriété collectivité) ☐ oui ☒ non
- **bâtiments culturels** (vr annexe jointe) ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : églises..... m<sup>2</sup> au sol, Chapelle .....m<sup>2</sup> au sol)
- **retables** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **cimetière** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : environ 210 Emplacements
- **crématorium** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **columbarium** +/- 18 compartiments ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail :
- **bâtiments classés ou inscrits** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : églises, châteaux
- **bâtiments mis à disposition gratuite** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : salles communales pour associations
- **bâtiments transférés dans le cadre du L 1321 & suivants du CGCT** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Musée** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Réserve de combustible > à 1.500 l (chauffage, autres)** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Distribution de carburants / stockage de liquides inflammables** ☐ oui ☒ non
- (Classés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.)
- **Parc informatique, bureautique, téléphonique, station météo, etc. :** ☒ oui ☐ non
- Si oui composition : +/- 25 PC, +/- 2 serveurs, +/- 0 station météo,
- +/- 1 standard téléphonique, +/- 2 photocopieurs, +/- 0 Groupe froid/pompe à chaleur et autres...
- Valeur de l'ensemble du parc : +/- 15 000 €
- **Agence postale :** ☒ oui ☐ non
- Si oui date de la convention 2016 Nombre d'agents détachés 1.5
- **Police Municipale :** ☒ oui ☐ non
- **Fourrière Animal, Auto, Engins divers :** ☐ oui ☒ non

- Ordures ménagères : ☐ oui ☒ non  
 Gestion (.....) :  
 Valeur du parc des conteneurs : +/-.....€ (situation)

- Usine d'Incinération de déchets ou de cadavres d'animaux : ☐ oui ☒ non

- Centres de stockage de déchets ultimes ☐ oui ☒ non  
 (Anciennement dénommés décharges contrôlées ou centres d'enfouissement techniques de déchets),

- Déchetterie : ☐ oui ☒ non

- Stations de transit ou centres de transfert de déchets ☐ oui ☒ non  
 (Autres que les déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers)

- Assainissement (gestion du réseau) : ☐ oui ☒ non

- Unités de traitement de l'eau pour l'alimentation en eau potable ☐ oui ☒ non  
 (Soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement)

- Eaux usées (épuration, traitement) : ☐ oui ☒ non

- Station d'épuration d'eaux usées (STEP capacité < à 50 000 équival-habts) ☐ oui ☒ non

- Station d'épuration d'eaux usées (STEP capacité > à 50 000 équival-habts) ☐ oui ☒ non

- Epandage de boues d'épuration provenant des stations d'épuration ☐ oui ☒ non

De la Collectivité ☐ oui ☐ non  
 D'autres Collectivités ☐ oui ☐ non

- Distribution d'eau (gestion communale) ☐ oui ☒ non  
 Si non qui a la gestion ? Contrat d'affermage/dsp SIAEP du Canton de La Brède

- Distribution de gaz : ☐ oui ☒ non  
 Gestion : GRDF

- Distribution d'électricité ☐ oui ☒ non  
 Gestion : ERDF

- Transformateur propriété communale ☐ oui ☒ non

- Parc éolien ☐ oui ☒ non  
 Si Oui détail : .....

- Panneaux solaires : ☐ oui ☒ non  
 Si Oui : date de l'installation....., Qualification de l'installateur : ☐ Qualipv, ☐ Qualisol, ☐ Autre.....  
 Superficie : .....m², Mode de fixation : ☐ Fixé, ☐ scellé, Contrat de maintenance : ☐ oui ☐ non

- Cellules photovoltaïques : ☐ oui ☒ non  
 Si Oui : date de l'installation....., Qualification de l'installateur : ☐ Qualipv, ☐ Qualisol, ☐ Autre.....  
 Superficie : .....m², Mode de fixation : ☐ Fixé, ☐ scellé, Contrat de maintenance : ☐ oui ☐ non

- Installations de chauffage par géothermie haute température ☐ oui ☒ non

- Télédistribution ☐ oui ☒ non  
 Si Oui détail : .....

- Antennes/relais ☐ oui ☒ non  
 Si Oui détail :

- Remontées mécaniques ☐ oui ☒ non  
 Si Oui gestion : contrat d'affermage/dsp/cdc/sem/saem : autres : .....

- Voirie (gestion communale ?) : ☒ oui ☐ non  
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- 31 kms)

- Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ☐ oui ☒ non

- Eaux pluviales : (gestion communale ?) : ☒ oui ☐ non  
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- ? kms)  
 Si non qui a la gestion ? .....

- Eaux usées : (gestion communale ?): ☐ oui ☒ non  
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- ..... kms)  
 Si non qui a la gestion ? SIAEP du Canton de La Brède

- Circulation (gestion communale) : ☒ oui ☐ non
- Feux de signalisation : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Armoires techniques de signalisation : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Régulation de feux tricolores ☐ oui ☒ non
- Eclairage public : ☒ oui ☐ non
- Mobilier urbain : ☒ oui ☐ non
- Elévateur et/ou ascenseur (extérieur) : ☐ oui ☒ non
- Plate-forme panoramique : ☐ oui ☒ non
- Panneau d'affichage lumineux : 2 ☒ oui ☐ non
- Borne de tri, conteneurs : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail : .....
- Borne de stationnement : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Edifice rural (monuments, calvaires) : ☐ oui ☒ non
- Sonorisation extérieure : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- Vidéo extérieures : ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : vidéosurveillance publique
- Château d'eau (réserves) ☐ oui ☒ non
- Site :....., hauteur : +/- .....m, capacité : .....m3
- Convention SDIS ☒ oui ☐ non
- La Collectivité est-elle classée centre de secours ☐ oui ☒ non
- Incendie et secours : ☒ oui ☐ non
- Bouches, Poteaux = Entretien, contrôle maintenance, réparation : .....
- Restauration scolaire, péri- scolaire ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : +/- 400 repas/jour –autres.... repas/jour
- Restauration autre / manifestations, fête et cérémonie ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail : repas/jour –autres repas/jour
- Congélateur : ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : nombre 2 Valeur du contenu : +/- 500 € / congélateurs
- Armoire froide : ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : nombre 3 Volume ? m3 Valeur du contenu : +/- 500 € / armoire
- Chambre Froide : ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail : nombre ..... Volume .....m3 Valeur du contenu : +/- ..... € / chambre
- Maison de retraite, Accueil de jour, Ehpad : ☐ oui ☒ non
- Si oui : gestion :
- Crèches : ☐ oui ☒ non
- Halte-garderie (multi accueil) : ☒ oui ☐ non
- Si oui : Capacité d'accueil : 150
- Garderie liée à l'activité scolaire : ☒ oui ☐ non
- Si oui capacité d'accueil : +/- : 150
- Accueil périscolaire : (matin/soir) ☒ oui ☐ non
- Si oui capacité d'accueil : +/- 150
- Accueil de Loisirs ☒ oui ☐ non
- Si oui : Combien d'enfants sont-ils accueillis : (+/- 70 enfants/jour .....)
- Hébergement : oui (camps/mini camps organisés hors commune)
- Local/Club ado : 12 jeunes / jour (hors vacances) ☒ oui ☐ non
- EPN (espace public numérique – médiathèque) : ☒ oui ☐ non



- Visio accueil : ☐ oui ☒ non

- Soins infirmiers, maintien à domicile : ☐ oui ☒ non

- Soins médicaux : ☐ oui ☒ non

- Hôpitaux, Hospices : ☐ oui ☒ non

- Abattoirs (gestion communale ?): ☐ oui ☒ non

- Serres ? : ☐ oui ☒ non

Si oui détail : adresse : .....superficie : .....Type de construction : .....

- Activité agricole ou forestière : ☐ oui ☒ non

Si Oui détail : .....

- Taupier/Piégeur : ☐ oui ☒ non

- Hippodrome (non exploitant) ☐ oui ☒ non

- Aérodrome - Hélicoptère : ☐ oui ☒ non

- Ports de pêche, ports de commerce ☐ oui ☒ non

- Transports scolaires : ☒ oui ☐ non

Détail/Gestion : convention région

La commune est-elle l'organisatrice au second rang ? ☒ oui ☐ non

- Transports liés à l'activité para scolaire ☐ oui ☒ non

Si oui détail : .....

Qui fait le transport : ☐ oui ☒ non

- Transports autres : ☐ oui ☒ non

Si oui, détail : .....

Qui fait le transport : .....

- Ecoles Privées : nombre : 1 ☒ oui ☐ non

- Ecoles de musique/ conservatoire ☐ oui ☒ non

- Piscine : ☐ oui ☒ non

«Si OUI Nombre : ....., Gestion : .....

Nombre d'agents titulaire MNS : .....Masse salariale Brute Charges comprise : ..... €

- Etablissements de thermalisme et/ou de thalassothérapie ☐ oui ☒ non

- Bibliothèque : ☒ oui ☐ non

Nombre d'agents titulaire : 2 (+ Bénévoles 4)

- Retenue d'eau : ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre..... Volume +/- .....m3 Gestion : .....

- Barrages et retenues d'eau d'une hauteur supérieure à 30 m ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre..... Volume +/- .....m3 Gestion : .....

- Régulation niveau d'eau : ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre..... Volume +/- .....m3 Gestion : .....

- Réservoirs, Vessies : ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre ... Volume +/- .....m3 Gestion .....

- Bassins d'orages : .... ☒ Oui ☐ non

Si oui : Nombre 2 Volume +/- .....m3 Gestion communale

Hauteur d'eau pouvant être libéré brusquement : 3 L/ha/s

- Marais : ..... ha ☐ oui ☒ non

- Puits artésiens ☐ oui ☒ non

Si Oui détail : profondeur : ..... (Alimentation en eau potable ou autre)

- Etangs / Plan d'eau : ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre.....Volume +/- .....m3 Gestion .....

Hauteur d'eau pouvant être libéré brusquement : .....

- Port de plaisance, cale, ponton : ☐ oui ☒ non

Si Oui détail : .....

- Aire d'accueil des gens du voyage ☐ oui ☒ non
- Campings privés : (+/- ..... campings privés) ☐ oui ☒ non
- Camping, caravaning municipal : +/- ..... pl. ☐ oui ☒ non
- Aire de camping, caravaning : ☐ oui ☒ non
- Aire de stationnement de camping-car : +/- ..... pl. ☐ oui ☒ non
- Baignade/Plage aménagée : ☐ oui ☒ non
- Si oui : Détail .....sites ; Gestion :.....
- 
- Colonies de vacances ☐ oui ☒ non
- Si oui détail :
- Cérémonies, Fêtes (traditionnelles, journées du patrimoine, autres ...) : ☒ oui ☐ non
- Si oui détail associatif Budget 0 €
- Cérémonies, Fêtes: (sous contrat) ☐ oui ☒ non
- Œuvres d'arts propriétés de la collectivité de valeur > à 10.000 € ☐ oui ☒ non
- (Nombre : .....référence ..... Classé Monument Historique ?)
- Organisation d'expositions ☒ oui ☐ non
- Si oui : Détail : associations
- Œuvres d'arts de valeur < à 10.000 € confiés pour Expo ☐ oui ☒ non
- (Nombre d'expo: +/- ..... /an ; durée : +/- .....semaines ; Valeur global des œuvres exposées +/- : .....€)
- Organisation de salon commercial, foire ☐ oui ☒ non
- Si oui : Détail ..... Gestion .....
- Feu d'artifice (organisateur commune) : ☐ oui ☒ non
- (valeur : +/- .....€)
- Feu d'artifice (délégation ou prestataire hors commune) : ☒ oui ☐ non
- Détail : association (valeur : +/- .....€)
- Animations communales : ☒ oui ☐ non
- Budget Culture 2021 : 7000€
- Organisation de spectacles ☒ oui ☐ non
- Si oui : Détail associations
- La collectivité a-t-elle une licence organisateur de spectacle? ☐ oui ☒ non
- Si oui qui en est détenteur ? : .....
- Subventions communales : ☒ oui ☐ non
- Budget 2021 : 60 000 € - Budget prévisionnel 2021 : 70 000 €
- Salle de spectacles : ☒ oui ☐ non
- Si oui nombre 1 /adresse Pôle culturel, Place Vayssière Nbre de places : 124
- Utilisation et/ou location de chapiteau : ☐ oui ☒ non
- Si oui détail : tente environ ..... m2
- Bois, Forêts : +/- 400 ha (dont +/- 2 ha propriété communale) ☒ oui ☐ non
- Convention ONF : ☐ oui ☒ non
- Etablissements Sportifs avec tribunes : ..... ☒ oui ☐ non
- Si oui - Nbre de places : +/- 100 pl – adresse Plaine des sports
- Etablissement Sportif sans tribunes : ..... ☒ oui ☐ non
- Si oui : Détail : 2
- Patinoire : ☐ oui ☒ non
- La collectivité a-t-elle fait recenser ces établissements par la DDJS ☐ oui ☒ non
- Tribunes mobiles appartenant et utilisées par la collectivité : ☐ oui ☒ non
- Si oui : Nombre de places assises : .....
- Tribunes mobiles appartenant et utilisées par des tiers : ☐ oui ☒ non
- Si oui qui fait le montage ? : .....
- Centre de loisirs en partenariat Associatif : ☐ oui ☒ non
- Organisation de sorties/camps : ☒ oui ☐ non

Si oui : détail / Nbre de jours/an : 15 jours Nombre d'enfants/semaine 20)

- Maison des jeunes/Foyer de jeunes :

☐ oui ☒ non

- Urbanisme, POS, PLU approuvé le : 27/06/2022

☒ oui ☐ non

- Loi littorale

☐ oui ☒ non

- Marché : ..... /semaine ...../mois

☐ oui ☒ non

Si oui : Détail :

- Foires :

☐ oui ☒ non

Si oui : Détail :

- Ateliers relais & Immeuble de rapport :

☐ oui ☒ non

Si oui : Détail :

- Ateliers relais : (convention crédit-bail par financement communal)

☐ oui ☒ non

Si oui nombre/adresse : .....

- Abris Bus :

☒ oui ☐ non

Si oui nombre/adresse : 5 Type de construction : .....

Qui a la charge d'assurance ? :

- Gîtes Ruraux :

☐ oui ☒ non

Si oui nombre/adresse : .....

- Station de traitement des ordures ménagères :

☐ oui ☒ non

Si oui : nombre .....

- Station de conteneurs sélectifs enterrés :

☐ oui ☒ non

Si oui : nombre .....

- Stations de relèvement/ refoulement :

☐ oui ☒ non

Si oui : nombre

- Postes de relèvement :

☒ oui ☐ non

Si oui : nombre SIEPA

- Ouvrages d'art, de génie civil :

☐ oui ☒ non

Si oui nombre/adresse : ponts/ passerelles ☐ oui ☐ non

Ouvrages hydrauliques : ☐ oui ☐ non

- Embranchement ferroviaire :

☐ oui ☒ non

- Passage à niveau non gardé sur la commune :

☐ oui ☒ non

- Coffre-fort, armoires fortes :

☒ oui ☐ non

Si oui détail/Nombre : 1 lieu : ...divers. Est-il scellé ? ☒ oui ☐ non Poids : +/- ..... kg

- Zone classée PPI (inondation) :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Zone classée PPRI (Risques Industriels):

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Zone classée PPRN (Risques Naturels):

☐ oui ☒ non

- La collectivité a fait l'objet de décret cat nat (au cours des 4 dernières années) ?

☒ oui ☐ non

A-t-elle été sinistrée ? voir antécédents inondations en 2021

Si Oui (voir antécédents)

- Dispositifs de sécurité

☒ oui ☐ non

Si oui détail lieu : voir ci-dessous

- Rideaux métalliques : ☐ oui ☒ non (si oui détail : .....)

- Portes Blindées : ☐ oui ☒ non (si oui détail : .....)

- Vitrages Sécurité : ☐ oui ☒ non (si oui détail : .....)

- Alarme : ☒ oui ☐ non (si oui détail : tout le bâtiment)

- Télésurveillance : ☒ oui ☐ non (si oui détail : .....)

- Vidéo surveillance : ☒ oui ☐ non (si oui détail : .....)

- Société de gardiennage : ☐ oui ☒ non (si oui détail : .....)

- Autres dispositifs : ☐ oui ☒ non (si oui détail : .....)

- sur Engins spéciaux : ☐ oui ☒ non (si oui détail : .....)

- Parc automobile (véhicule à moteur, remorques, VSP, engins ou autres) :

Certains véhicules sont-ils aménagés ou transformés ? ☐ Oui ☒ non

Certains véhicules sont-ils utilisés comme outils ? ☐ Oui ☒ non

Certains véhicules sont-ils équipés d'accessoires ou outils ? ☒ Oui ☐ non

- Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur, (>à 5000 m²) ☒ oui ☐ non

- Parc cyclo (véhicule sans moteur, assistance ou à moteur électrique) : ☐ oui ☒ non Si  
oui détail lieu :

- Piste d'éducation routière (engins à moteur) : ☐ oui ☒ non

- Conduite accompagnée : ☐ oui ☒ non

- Enseignement de la conduite automobile : ☐ oui ☒ non

- Parc navigation (voile, moteur, jet ski, motos...engins autres) : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- Sponsoring : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- La collectivité effectue-t-elle de la location diverse ? (À des tiers) ☒ oui ☐ non

Si oui détail : barnums, salles...

- Notion de prévention : ☒ oui ☐ non

- Document unique : en cours ☒ oui ☐ non

- Mission d'accompagnement : ..... ACMO ☒ oui ☐ non

- La collectivité loue du matériel et/ou engins divers? (Pour ses besoins) ☒ oui ☐ non

Si oui détail : Si oui détail : ..... Budget : 5000€

- La collectivité effectue des Activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre

**Pour elle :** ☒ oui ☐ non

**Pour le compte de tiers :** ☒ oui ☐ non pour particuliers avec convention et délibération

Si oui détail : .....

- La collectivité effectue des travaux de construction/rénovation ☒ oui ☐ non

**Pour elle :** ☒ oui ☐ non

Si oui budget 2021 : .....€

Compte : Fonctionnement: 100 000 € compte investissement : 1 200 000 €

**Pour le compte de tiers :** ☐ oui ☒ non

Si oui détail : .....

- Elus & Agents utilisent-ils leur propre véhicule (\*) ☒ oui ☐ non

(\*) Pour les besoins de la collectivité

Si oui : Km/an : +/- moins de 1000 Kms

- Contrat de DSP / affermage : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- Conventions autres que SDIS & ONF : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- Renonciation à recours : ☐ oui ☒ non

Hors Registre du Commerce ou Registre des Métiers

**INFORMATIONS DIVERSES AUTRES :**

- Postes dits de « FONCTION » : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- Notion de prévoyance : ☐ oui ☒ non

- Une convention sur la base du Décret n° 2011-1474 a-t-elle été mise en place : ☒ oui ☐ non

Si oui :

Santé ☐ oui ☐ non Si oui détail : .....

Prévoyance ☒ oui ☐ non Si oui détail : .....

- Une convention hors la base du Décret n° 2011-1474 est-elle en place : ☐ oui ☒ non

Si oui :

Santé ☐ oui ☐ non Si oui détail : .....

Prévoyance ☐ oui ☐ non Si oui détail : .....

Agents concernés : .....

Assureur tenant du RISQUE : **SMACL= RC GROUPAMA DAB+FLOTTE+PJ CNP=RS**

Garanties souscrites : .....

Franchises de base IARD = SANS RS MO 10 jours

.....

OBJET de la renégociation : .....  
Renouvellement de marchés

## ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

La compagnie d'assurance .....

dont le siège social est situé à .....

reconnaît avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant  
au lot n °.....

de .....

comportant :

REGLEMENT DE CONSULTATION

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES

I - 2 - 1 - PRESENTATION

I - 2 - 2 - GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

### TITRE III – ANNEXES

#### ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOM, SIGNATURE ET CACHET DU RESPONSABLE DU DOSSIER

A

LE